



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

Direction départementale
des territoires

Service urbanisme et développement
des territoires
Unité urbanisme de Melun

Arrêté n° 2012/DDT/SUDT/UUM/18
portant approbation du dossier de réalisation et du programme des
équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté dite « Chanteloup »
sur le territoire de la commune de MOISSY-CRAMAYEL

La Préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.311-1 et suivants et R.311-1 et suivants ;

VU la loi n° 83.636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles, modifiée par la loi n° 87.502 du 18 juillet 1987 et complétée par les lois n° 89.550 du 2 août 1989 et n° 91.1256 du 17 décembre 1991 ;

VU l'arrêté du 20 décembre 1983, validée par la loi n°1284 du 31 décembre 1984 et définissant le périmètre de l'agglomération nouvelle de Sénart ville nouvelle ;

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU le décret n° 73.968 du 15 octobre 1973 portant création de l'établissement public chargé de l'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart, modifié par les décrets n° 85.763 du 18 juillet 1985, n° 87.13 du 13 janvier 1987 et n° 97-402 du 23 avril 1997 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 ;

VU le décret du Président de la République en date du 26 août 2010 portant nomination de Monsieur Serge GOUTEYRON sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne;

VU le décret du Président de la République en date du 12 juillet 2012 portant nomination de Madame Nicole KLEIN, préfète de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°DRHM-2012-1 du 27 juin 2012 portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté n°12/PCAD/84 du 30 juillet 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Serge GOUTEYRON, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance.

VU le schéma directeur de la région d'Ile de France approuvé le 26 avril 1994 ;

VU le plan local d'urbanisme de Moissy-Cramayel approuvé le 17 décembre 2007, modifié les 25 mars 2009 et 28 juin 2010, ayant fait l'objet des modifications simplifiées des 25 mai 2011 et 22 mars 2012;

VU la délibération date du 25 juin 2012 du conseil municipal de la commune de Moissy-Cramayel donnant un avis favorable au dossier de réalisation et au programme d'équipements publics de la zone d'aménagement concerté dite « Chanteloup »;

VU la délibération du 28 juin 2012 du comité syndical du SAN de Sénart ville nouvelle, donnant un avis favorable au dossier de réalisation et au programme d'équipements publics de la zone d'aménagement concerté dite « Chanteloup »;

VU la délibération du conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Sénart, en date du 3 juillet 2012 approuvant le dossier de réalisation, le programme d'équipements publics, le programme global de constructions et les modalités prévisionnelles de financement avec leur échelonnement dans le temps de la zone d'aménagement concerté dite « Chanteloup » ;

VU le courrier du 24 juillet 2012 du directeur général de l'Etablissement Public d'Aménagement de la ville nouvelle de Sénart demandant de prendre notamment l'arrêté de réalisation de la zone d'aménagement concerté dite « Chanteloup »;

VU le courrier du 28 août 2012 du directeur général de l'Etablissement Public d'Aménagement de la ville nouvelle de Sénart relatif à la réalisation de l'étude de sécurité et de sûreté publique ;

Considérant que la création de la ZAC dite « Chanteloup » a été proposée à l'initiative de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Sénart;

Considérant que la ZAC dite « Chanteloup » est située à l'intérieur de l'opération d'intérêt national de Sénart;

Considérant que l'étude de sécurité et de sûreté publique sera transmise à la sous-commission départementale pour la sécurité publique avant le commencement des travaux de réalisation des voies et espaces publics conformément à l'article R.311-6 du code de l'urbanisme ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture;

ARRETE

Article 1 : le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté dite « Chanteloup » est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Article 2 : le programme des équipements publics est approuvé comme il défini dans le document R1 du dossier de réalisation de la ZAC.

Article 4 : cet arrêté fera l'objet :

- d'un affichage pendant un mois en mairie de Moissy-Cramayel, au siège de l'établissement public chargé de l'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart et en Préfecture;
- d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département;
- d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne.

Article 5 : le présent arrêté, accompagné du dossier de réalisation, est tenu à la disposition du public :

- en mairie de Moissy-Cramayel ;
- au siège de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Sénart ;
- à la préfecture de Seine et Marne (Direction des relations avec les collectivités locales - bureau du conseil aux collectivités et du contrôle de légalité);
- à la direction départementale des territoires de Seine-et-Marne.

Article 6 : une ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le maire de Moissy-Cramayel ;
- Monsieur le directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Sénart ;
- Monsieur le président du syndicat d'agglomération nouvelle de Sénart ville nouvelle ;
- Monsieur le directeur départemental des territoires ;


chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne, le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Seine et Marne.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois, à compter de la dernière mesure de publicité. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M^{me}. la Préfète de Seine-et-Marne. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Fait à Melun, le 10 OCT. 2012

La Préfète,



Nicole KLEIN

